



Mobilisation du 27 : Sarkozy répond par le mépris. Le 11 octobre, on continue !

Personnels de l'éducation, publique et privée, de l'enseignement supérieur, de la recherche, parents, élèves et étudiants se sont fortement mobilisés ce mardi 27 septembre pour réagir une fois de plus contre la politique du gouvernement, destructrice du Service public d'éducation notamment par de massives suppressions d'emplois.

Aux 165 000 manifestants répartis sur une centaine de manifestations, Sarkozy continue de répondre par le mépris en tentant d'opposer salariés du privé et du public, arguant pour ces derniers de profiter d'un statut protecteur. Il oublie simplement que la création du statut par le CNR était une garantie de la protection et de l'indépendance des services publics.

Si le chef de l'état se met à penser tardivement aux emplois des ouvriers et des cadres, il semble méconnaître que la situation de l'ensemble du salariat passe par une formation initiale et professionnelle de qualité.

Quant au ministre Chatel, plutôt que de répondre aux attentes des salariés et d'opter pour une politique éducative qui soit un investissement pour l'avenir de la France, il a préféré minimiser les chiffres des grévistes, parlant d'un quart d'enseignants en arrêt de travail alors qu'ils étaient près de 50% (5000 manifestants à Nantes dont 1000 du privé, 45000 à Paris, 8000 à Lille, 6000 à Marseille, 2500 à Tours, etc.).

La FERC CGT dénonce les réactions du pouvoir et l'autisme dont font preuve Sarkozy et Chatel face à la situation de crise que vivent l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche. Parce qu'elle considère que ce sont des questions qui concernent l'ensemble des salariés et des usagers, elle réaffirme les convergences qui existent entre reconquête des services publics et revitalisation d'une politique industrielle forte. Elle s'insurge contre ce clivage entre public et privé.

La FERC CGT considère que la politique budgétaire menée par le gouvernement est en inadéquation avec l'enjeu majeur qu'est l'éducation pour notre pays.

Alors que 14 000 suppressions de postes sont encore programmés dans le budget qui sera voté fin 2011, elle affirme qu'une autre politique éducative est possible, basée sur une réforme des finances publiques.

La FERC CGT appelle dès maintenant les salariés à poursuivre et amplifier la mobilisation en faisant grève et en manifestant dans un cadre interprofessionnel le mardi 11 octobre pour revendiquer une autre répartition des richesses qui permettrait :

- l'arrêt des suppressions de postes,
- la création de postes statutaires pour répondre aux besoins des usagers,
- la titularisation des personnels précaires,
- la revalorisation des salaires pour rattraper la baisse de 10% du pouvoir d'achat connue depuis 2000.

Montreuil, le 28 Septembre 2011